



## COMMUNE DE LE CHÂTELARD

### REGLEMENT RELATIF A LA DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

L'assemblée communale

Vu la loi du 30 novembre 1979 sur l'eau potable (RSF 821.32.1);  
Vu le règlement du 13 octobre 1981 d'exécution de la loi sur l'eau potable (RSF 821.32.11);  
Vu la loi du 12 novembre 1964 sur la police du feu (RSF 731.0.1);  
Vu le règlement du 28 décembre 1965 d'exécution de la loi sur la police du feu (RSF 731.0.11);  
Vu la loi du 2 décembre 2008 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATEC) (RSF 710.1);  
Vu le règlement du 1<sup>er</sup> décembre 2009 d'exécution de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (RSF 710.11);  
Vu la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo) (RSF 140.1),

*édicte :*

#### I. GENERALITES

Champ  
d'application

**Article premier.-** <sup>1</sup>Le présent règlement s'applique à tous les abonnés qui demandent à la commune de leur fournir de l'eau potable.

<sup>2</sup>Les propriétaires non-abonnés sont soumis aux articles 2 et 12 du présent règlement.

Tâches de la  
commune

**Art. 2.-** <sup>1</sup>La commune fournit dans le périmètre de distribution et dans les limites de capacité et de pression du réseau, moyennant

abonnement, l'eau potable nécessaire à la consommation domestique, artisanale, industrielle et l'eau nécessaire à la défense contre l'incendie. Elle n'est toutefois pas tenue de garantir l'exploitation directe à partir du réseau des installations de protection contre l'incendie de type sprinkler ou analogues.

<sup>2</sup>La commune établit et entretient les captages, les réservoirs, les bornes d'hydrant et le réseau de distribution publics conformément à la législation fédérale et cantonale en la matière.

<sup>3</sup>Elle exerce la surveillance de toutes les installations d'alimentation en eau sises sur le territoire communal.

Abonnement

**Art. 3.-** <sup>1</sup>La fourniture d'eau fait l'objet d'un abonnement contracté par le propriétaire d'un immeuble ou son mandataire.

<sup>2</sup>L'abonnement est annuel. Il se renouvelle tacitement d'année en année. Il est conclu lors du raccordement de l'immeuble au réseau communal.

<sup>3</sup>Lors du transfert de propriété, les droits et les obligations contractés par la prise d'un abonnement sont transférés au nouveau propriétaire.

Financement

**Art. 4.-** <sup>1</sup>Les revenus provenant du service des eaux sont affectés à l'entretien des installations, à l'amortissement du capital investi et au paiement des intérêts, à l'exclusion de tout autre but.

<sup>2</sup>Le service des eaux doit financièrement se suffire à lui-même.

## II. COMPTEURS D'EAU

Pose

**Art. 5.-** <sup>1</sup>Les compteurs d'eau sont propriétés de la commune, qui prend à sa charge l'achat, la pose et l'entretien normal.

<sup>2</sup>Le compteur doit être placé dans un endroit facilement accessible, à l'abri du gel, à l'intérieur de l'immeuble et avant toute prise propre à débiter de l'eau. Une vanne d'arrêt posée avant le compteur est obligatoire.

<sup>3</sup>Le déplacement ultérieur du compteur d'eau ne peut se faire qu'avec l'accord de la commune. Les frais de déplacement sont entièrement à la charge de l'abonné.

Relevé **Art. 6.-** <sup>1</sup>Les indications du compteur font foi quant à la quantité d'eau consommée, sauf s'il s'avère que le compteur se soit arrêté ou fonctionne mal.

<sup>2</sup>Le relevé et la vérification du compteur sont de la compétence du préposé au service des eaux.

Location **Art. 7.-** <sup>1</sup>Le propriétaire de l'immeuble desservi par un compteur paie à la commune une location annuelle.

<sup>2</sup>Le prix de location tient compte de l'amortissement de l'installation, des frais d'entretien et de révision.

### III. INSTALLATIONS DE DISTRIBUTION

Réseau principal **Art. 8.-** Le réseau public de distribution d'eau potable et des bornes d'hydrant comprend les conduites principales et les installations y relatives.

Réseau privé **Art. 9.-** <sup>1</sup>En général, chaque immeuble est pourvu de ses propres installations de distribution d'eau, qui comprennent :

- un collier de prise d'eau sur la conduite principale;
- une vanne de prise d'eau, à proximité immédiate de la conduite principale, accessible en tout temps, dont l'emplacement est déterminé par la commune;
- une conduite en acier galvanisé avec protection extérieure, posée à l'abri du gel, à une profondeur minimale de 120 centimètres à l'extérieur de l'immeuble, d'un diamètre déterminé par la commune.

<sup>2</sup>L'endroit du raccordement et celui du passage de la conduite sur le domaine public sont déterminés par la commune.

<sup>3</sup>Seuls les installateurs au bénéfice d'une autorisation communale peuvent exécuter les raccordements à la conduite principale, jusque et y compris la pose du compteur.

Frais à la charge de l'abonné **Art. 10.-** <sup>1</sup>Les installations du réseau privé, depuis et y compris la prise d'eau sur la conduite principale sont à l'entière charge de l'abonné.

<sup>2</sup>Les travaux d'entretien et de réparation des installations privées, ainsi que les modifications de ces installations pour une cause étrangère au service des eaux communal sont également à la charge du propriétaire de l'immeuble.

<sup>3</sup>Les installations appartiennent au propriétaire dès et y

compris le collier de prise d'eau sur la conduite principale, à l'exception du compteur d'eau. Il en assume entièrement les frais.

Contrôle

**Art. 11.-** <sup>1</sup>La commune contrôle la bien-facture de l'installation du réseau privé. Il doit correspondre aux exigences en vigueur de la SSIGE.

<sup>2</sup>Le propriétaire remet à la commune un plan d'exécution indiquant avec exactitude l'emplacement de la conduite et de la vanne depuis l'endroit du raccordement sur la conduite principale jusqu'à l'immeuble.

Sources privées

**Art. 12.-** <sup>1</sup>Les propriétaires disposant d'installations fournissant de l'eau pour leur propre consommation en quantité suffisante sont affranchis de l'obligation de raccordement au réseau public. Dans le cas où une eau privée est remise à des tiers à titre onéreux ou gratuit, l'eau distribuée ainsi que les ouvrages doivent répondre en tout temps aux exigences de la législation sur les denrées alimentaires.

<sup>2</sup>Afin d'éviter tout mélange, les installations de distribution des sources privées doivent être indépendantes du réseau public.

Bornes  
d'hydrant

**Art. 13.-** <sup>1</sup>La commune installe et entretient les bornes d'hydrant nécessaires à la défense contre l'incendie et en supporte les frais.

<sup>2</sup>Les propriétaires fonciers sont tenus d'accepter que les bornes soient placées sur leur bien-fonds si une autre solution n'est pas possible techniquement. Dans la mesure du possible, la commune tient compte du désir du propriétaire pour en fixer l'emplacement.

<sup>3</sup>L'usage des bornes d'hydrant est réservé exclusivement à la défense contre l'incendie. Le conseil communal décide les autres utilisations à des fins publiques.

<sup>4</sup>Lors de période d'étiage, l'usage des bornes d'hydrant comme eau de secours est possible pour une durée déterminée pour abreuver le bétail. Cette utilisation est soumise à l'autorisation du Conseil communal. Une taxe de raccordement sera perçue pour chaque période d'autorisation. La taxe de raccordement se monte à frs. 150.- pour les personnes raccordées au réseau d'eau et à frs. 300.- pour les personnes non raccordées.

La pose d'un compteur est obligatoire. Le prix est m3 d'eau est facturé au taux selon art. 28 pour les raccordés et au double du taux selon art. 28 pour les non-raccordés.

Lors de la deuxième année consécutive d'utilisation d'eau de secours, une taxe de raccordement selon l'article 22 est facturée. Cette taxe est déduite de la facture de la taxe lors du raccordement effectif.

#### IV. OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES

Obligations  
de l'abonné

**Art. 14.-** <sup>1</sup>Tout dommage causé à des tiers ou au domaine public par l'établissement ou l'entretien d'installations privées est à la charge de l'abonné.

<sup>2</sup>En cas de fuite entre la prise d'eau sur la conduite principale et le compteur de l'abonné, ce dernier est tenu de remettre en état l'installation défectueuse dans les plus brefs délais. En cas de négligence ou de retard, le conseil communal fait exécuter les travaux aux frais de l'abonné.

<sup>3</sup>Les abonnés doivent signaler sans retard à la commune toute perturbation, diminution ou arrêt dans la distribution d'eau, et tout dommage du compteur ou des vannes.

<sup>4</sup>Les propriétaires laissent établir et entretenir sur leurs fonds toutes les conduites de distribution d'eau du réseau public. Ils sont tenus de laisser brancher sur les conduites pouvant desservir plusieurs abonnés, celles destinées à d'autres abonnés.

<sup>5</sup>Les indemnités de passage et les dédommagements pour les dégâts causés sont fixés par entente entre les parties. La commune verse les indemnités et dédommagements concernant les conduites principales; les abonnés concernés paient les indemnités et dédommagements concernant le réseau privé.

Responsabilités de  
l'abonné

**Art. 15.-** Les abonnés sont responsables des installations du réseau privé et des installations intérieures de l'immeuble.

Interdictions

**Art. 16.-** <sup>1</sup>Il est interdit à l'abonné de déplomber ou de démonter le compteur ou de modifier les vannes et la prise d'eau sans l'accord préalable de la commune.

<sup>2</sup>L'abonné ne peut disposer en sa faveur ou en faveur d'un tiers un raccordement entre la conduite principale et le compteur.

<sup>3</sup>Les frais de réparation ou de remise en état des installations détériorées, endommagées ou déplacées sans autorisation, sont à la charge du propriétaire de l'immeuble.

Interruptions  
et réductions

**Art. 17.-** <sup>1</sup>Les interruptions de service ensuite d'accident, de force majeure, de réparation ou de nettoyage ne donnent aucun droit à une indemnité ou à une réduction du tarif d'abonnement.

<sup>2</sup>En cas de pénurie d'eau, le conseil communal a le droit d'édicter des prescriptions relatives à l'utilisation de l'eau, réduire les débits, sans rabais sur le prix d'abonnement, d'interdire ou d'interrompre les arrosages de jardins, des pelouses, le remplissage de fosses ou de piscines et le lavage des voitures.

Responsabilité  
de la commune

**Art. 18.-** La commune n'est pas responsable des interruptions qui sont causées par des tiers.

Fuites d'eau

**Art. 19.-** <sup>1</sup>La commune décide d'engager des travaux de détection de fuites d'eau dans le réseau de distribution, notamment lorsque le volume d'eau produit dépasse de manière importante le volume d'eau facturé aux abonnés.

<sup>2</sup>Les frais de détection de fuites sont à la charge de la commune.

<sup>3</sup>Si la fuite provient du réseau privé, la commune avertit le propriétaire concerné. L'article 14 al. 2 est applicable.

## V. FINANCEMENT ET TARIF

En général

**Art. 20.-** <sup>1</sup>Le tarif applicable au service des eaux est le suivant :

- a) eau de construction;
- b) taxes de raccordement;
- c) abonnement annuel de base;
- d) location annuelle du compteur;
- e) consommation d'eau;
- f) taxe annuelle de défense contre l'incendie.

<sup>2</sup>Les taxes prévues dans le présent règlement s'entendent hors taxe sur la valeur ajoutée (TVA). En cas d'assujettissement de la commune à la TVA, les montants figurant dans le présent règlement sont majorés en conséquence.

Eau de  
construction

**Art. 21.-** <sup>1</sup>La consommation d'eau de construction fait l'objet d'une autorisation délivrée par le conseil communal.

<sup>2</sup>Le prix de l'eau de construction est fixé par un montant forfaitaire selon le barème suivant :

- Frs. 500.- par villa ou équivalent ;
- Frs. 200.- par appartement en sus.

<sup>3</sup>Le conseil communal est compétent pour fixer le forfait pour les constructions non prévues dans ce barème, mais au maximum 500 francs.

Taxe de  
raccordement

a) fonds  
construit  
(bâtiment)

**Art. 22.-** <sup>1</sup>La taxe de raccordement d'un fonds construit (bâtiment) est fixée comme suit :

- Frs 4'000.- par villa ou équivalent;
- Frs 1'000.- par appartement ou équivalent appartement en sus des deux premiers appartements ou équivalents appartements.

b) agrandisse-  
ment ou  
transforma-  
tion

**Art. 23.-** En cas d'agrandissement ou de transformation d'un bâtiment, la taxe prévue à l'art. 22 est perçue sur les appartements ou équivalents appartements supplémentaires.

c) fonds non  
raccordés,  
mais  
raccordables

**Art. 24.-** <sup>1</sup>La commune perçoit également une taxe pour les fonds non raccordés, mais raccordables au réseau de distribution d'eau potable, sous réserve de l'article 12.

<sup>2</sup>Elle est fixée comme suit :

- Frs. 2.- le m2 de la surface constructible de la parcelle.

<sup>3</sup>En ce qui concerne les fonds exclusivement agricoles, seule la surface attenante à la ferme est prise en considération pour la fixation de la taxe. Le conseil communal détermine cette surface en tenant compte du plan d'aménagement local.

d) paiement

**Art. 25.-** <sup>1</sup>Les taxes prévues aux articles 21 et 23 sont perçues au moment de la délivrance du permis de construire.

<sup>2</sup>La taxe prévue à l'article 22 est perçue au moment du raccordement.

<sup>3</sup>La taxe prévue à l'article 24 est perçue dans les 30 jours dès la fin de la construction de la canalisation publique.

<sup>4</sup>Est déduite de la taxe de raccordement (art. 22) la taxe prévue à l'article 24 à la condition qu'elle ait été acquittée.

Abonnement  
annuel de  
base

**Art. 26.-** L'abonnement annuel de base correspond à un montant forfaitaire fixé à frs. 75.- au maximum.

Location du  
compteur

**Art. 27.-** La location annuelle du compteur, calculée selon l'article 7, est comprise dans le prix de l'abonnement selon l'article 26.

Prix de l'eau

**Art. 28.-** <sup>1</sup>Le prix de l'eau consommée est de 0.9 francs le m<sup>3</sup>.

<sup>2</sup>Le conseil communal est compétent pour adapter le prix de l'eau consommée jusqu'à un montant maximum de 1.50 francs le m<sup>3</sup>, selon l'évolution des frais de fonctionnement.

Taxe de défense contre l'incendie

**Art. 29.-** Les propriétaires d'immeubles raccordés au réseau public de distribution d'eau potable ainsi que les propriétaires d'immeubles visés par l'article 12 du présent règlement et dont l'immeuble est situé dans le périmètre de défense contre l'incendie, paient une taxe annuelle de défense contre l'incendie. La taxe est fixée annuellement par le Conseil communal selon les plages fixées ci-dessous :

- De Frs. 25.- à Frs. 100.- par bâtiment ou bâtiments agricoles groupés de la même exploitation ;
- De Frs. 25.- à Frs. 100.- par logement supplémentaire.

Modalités de paiement

**Art. 30.-** Les contributions et taxes mentionnées aux articles 26 à 29 du présent règlement sont payables annuellement, dans un délai de 30 jours dès réception de la facture.

Intérêt moratoire

**Art. 31.-** Toutes taxes, contributions ou émoluments non payés dans les délais portent intérêt au taux applicable à l'impôt sur le revenu et la fortune.

## VI. SANCTIONS PENALES ET VOIES DE DROIT

Amendes

**Art. 32.-** Les contraventions aux articles 5, 9, 11, 12, 13, 14 et 16 du présent règlement sont passibles d'une amende de 20 à 1'000 francs conformément à la législation sur les communes. Le conseil communal se réserve le droit de déposer une plainte pénale selon la gravité de la violation ou ses conséquences.

Voies de droit  
a) réclamation au conseil communal

**Art. 33.-** <sup>1</sup>Les décisions prises par le conseil communal ou un organe subordonné au conseil communal en application du présent règlement sont sujettes à réclamation auprès du conseil communal dans les 30 jours dès la notification de la décision (art. 103 du Code de procédure et de juridiction administrative, CPJA; art. 153 al. 2 et 3 LCo).

<sup>2</sup>La réclamation doit être écrite et motivée et contenir les conclusions du réclamant. Celui-ci indique également les moyens de preuve et joint les documents utiles en sa possession.

<sup>3</sup>Pour les amendes, l'article 86 al. 2 LCo demeure réservé.

b) recours au

**Art. 34.-** Les décisions sur réclamation du conseil communal, y



préfet

compris celles ayant trait aux contributions, taxes ou émoluments, sont sujettes à recours auprès du préfet dans les 30 jours dès la notification de la décision sur réclamation (art. 116 al. 2 CPJA et art. 153 al. 1 LCo).

## VII. DISPOSITIONS FINALES

Abrogation

**Art. 35.-** Le règlement du 12 avril 1991 relatif à la distribution de l'eau potable est abrogé.

Entrée en vigueur

**Art. 36.-** Le présent règlement entre en vigueur avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2012 dès son approbation par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.

Adopté par l'assemblée communale du 22.12.2011

La secrétaire :

*J. Dumas*



Le syndic :

*Falleba*

Approuvé par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts

La Conseillère d'Etat-Directrice  
Marie Garnier

Fribourg, le